

du chômage au Canada. Comme on dit souvent, c'est toujours la même vieille clique qui siège en face de nous. Elle n'a guère changé.

Je me réjouis vraiment de revenir encore une fois siéger à titre de député de Lisgar. Je voudrais, cet après-midi, consacrer une partie de mon discours aux très vives inquiétudes que manifeste l'agriculture canadienne actuellement. L'agriculture est la grande préoccupation de plusieurs de mes commettants, au même titre que chez d'autres gens de nombre de régions du Canada. A la Chambre, c'est le sujet que j'ai le plus à cœur. Il est réconfortant de voir que la situation de l'agriculture est à nouveau relativement bonne, mais les agriculteurs doivent se garder d'un excès d'optimisme. Une légère fluctuation des marchés mondiaux pourrait provoquer une recrudescence des surplus des denrées de base et il faut que les agriculteurs s'en méfient toujours.

Il est regrettable que le ministre de l'agriculture (M. Whelan) ait quitté la Chambre au milieu du discours prononcé par le ministre des Finances.

L'hon. M. Stanfield: Vous ne pouvez le blâmer.

M. Murta: Vous ne pouvez le blâmer, mais j'osais espérer qu'il serait à la Chambre pour prendre note de ce que les députés conservateurs diraient de l'agriculture. Je lui souhaite toutefois bonne chance à son nouveau poste, car je suis sûr qu'il en aura grand besoin au cours des prochaines semaines. D'après moi, le parti conservateur dispose à l'heure actuelle de la meilleure équipe de spécialistes venant de partout au Canada pour représenter l'agriculture et instaurer une politique agricole dont pourraient bénéficier encore plus toutes les régions et parties du Canada. Je ne crois pas que cela ait eu lieu au cours de la dernière session du Parlement, du moins depuis 1968 car on l'a bien vu au cours de la dernière élection, l'ancien ministre de l'Agriculture a été défait. Je crois qu'il est maintenant organisateur libéral dans sa province et que son poste est aussi important que celui qu'il détenait en 1968.

• (1610)

L'augmentation des ventes de blé que nous connaissons à l'heure actuelle est due à la malchance que connaissent d'autres pays et non pas nécessairement aux politiques commerciales dynamiques établies par le gouvernement libéral actuel. Même si la situation de l'agriculture est relativement bonne, nous ne devons pas oublier que le revenu net des agriculteurs décroît à l'heure actuelle partout au Canada. Les prix ont grimpé très rapidement. Tous les biens des agriculteurs tels les terres, les bâtiments, la machinerie, les engrais chimiques et les services ont vu leur prix augmenter et la diminution du prix nominal qui a touché les agriculteurs au cours des dernières années n'a pas cessé pour la peine.

Monsieur l'Orateur, je vois que le gouvernement est aux prises avec de graves difficultés dans l'industrie agricole. Étant donné le grand processus d'examen et de révision que le gouvernement s'est vu forcé d'amorcer après les élections, j'espère qu'il s'interrogera longuement au cours des prochaines semaines sur l'agriculture et sur la conduite des responsables de ce secteur.

J'espère aussi que le gouvernement remettra en cause les solutions temporaires et disparates dont la caractéristique constante est l'absence de vision des choses qui affectent l'agriculture. Je pense que les responsables de cette industrie doivent regarder loin en avant; ils doivent bâtir des plans concrets qui ne tiennent pas seulement

L'Adresse—M. Murta

compte du futur immédiat. Des programmes comme celui visant à réduire les stocks de blé, le LIFT, sont un bon exemple des expédients dont je veux parler. Or, le LIFT a refait surface ces mois derniers, au grand dam du gouvernement. Le véritable objectif de ce programme était de tirer le gouvernement de l'embarras que lui causait l'accumulation des stocks de blé. S'il avait été moins imprévoyant et avait eu à cœur l'intérêt des cultivateurs, il n'aurait jamais imaginé un tel programme. A cause de ce programme, le Canada n'a pas les stocks nécessaires pour tirer profit des prix records offerts sur les marchés internationaux des céréales et des millions ont été perdus par les cultivateurs des Prairies.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement doit reviser son attitude à l'égard de l'entreposage des grains. Il doit se demander si le système actuel est adéquat et s'il répond aux besoins des cultivateurs. Devrait-on construire d'autres entrepôts pour les céréales, non seulement au Canada, mais aussi dans les pays avec qui nous avons des relations commerciales. Le Canada devrait-il aider à financer la construction de nouveaux entrepôts pour qu'on puisse constituer des stocks d'un produit d'aussi grande valeur?

Nous devons aussi surveiller étroitement la politique canadienne visant les grains de provende. Je crois que nous devons établir un régime de prix équitable en ce qui concerne les grains de provende pour que l'on puisse approvisionner toutes les régions du Canada et non pas seulement certaines d'entre elles.

Monsieur l'Orateur, je suis également d'avis que le gouvernement devrait étudier de près l'état de l'industrie laitière au Canada. A mon avis, lors de consultations avec des gens à tous les échelons de l'industrie laitière, on devrait se poser certaines questions fondamentales, par exemple: de quelle sorte d'industrie avons-nous réellement besoin au Canada et aussi l'industrie laitière est-elle plus efficace maintenant qu'en 1965, lors de la création de la Commission canadienne du lait? Une des questions de base est de déterminer si la gestion de l'offre donnera de bons résultats et si, par ailleurs, le fait de limiter la production et le nombre de producteurs aide réellement une industrie à long terme. Je crois que la Commission du lait a établi une politique nationale sans déclarer en termes opérationnels précis ce qui adviendra de cette industrie d'ici deux, trois ou cinq ans.

Monsieur l'Orateur, comme bien des gens, j'estime que la planification doit avoir une fin, mais les stratégies établies par les premiers intéressés, ceux même dont l'avenir économique est en jeu, ont une importance bien plus considérable que les programmes élaborés et appliqués au jour le jour par des bureaucrates non élus. Il appartient au politicien de faire preuve de leadership, mais c'est la responsabilité et le droit propres des représentants de l'industrie eux-mêmes de fournir les idées et l'impulsion nécessaires. Les structures législatives actuelles ne garantissent pas à l'industrie laitière la stratégie à long terme dont elle a un si grand besoin.

J'aborde un autre domaine, celui des prix des céréales. Le gouvernement doit se demander s'il a fait suffisamment dans ce domaine pour qu'on puisse envisager l'avenir avec confiance. Je veux parler surtout du système du double prix pour le blé, système instauré depuis quelque temps déjà et qui, selon moi, n'a jamais donné satisfaction. Certains économistes qui ont examiné de près la situation estiment que les cultivateurs n'y gagnent pas beaucoup. Il est bien évident que le système est injuste, en ce qu'il profite tant aux non-producteurs de blé qu'aux